

ÉPREUVE D'ANALYSE DE SITUATION PROFESSIONNELLE
GÉOGRAPHIE

Sujet :
Enseigner « Nourrir les hommes »
en classe de seconde

I. Éléments de présentation de la situation professionnelle

- **Document A** : Extraits du programme de géographie, classe de seconde, B.O. n° 4 du 29 avril 2010, et de la fiche Eduscol.
- **Document B** : Manuel d'histoire-géographie, classe de seconde, Serge Bourgeat, Catherine Bras (dir.), Paris, Belin, 2014, p. 60-61.
- **Document C** : Manuel d'histoire-géographie, classe de seconde, Jacqueline Jalta, Jean-François Joly, Roger Reineri, José Riquier (dir.), Paris, Magnard, 2015, p. 52-53.

II. Éléments d'analyse scientifique et civique de la situation professionnelle

- **Document D** : Gilles Fumey « Penser la géographie de l'alimentation », *Bulletin de l'Association de Géographes Français*, 2007, 84-1, p. 35-44.
- **Document E** : Pierre Le Hir, « L'Europe cultive très peu d'OGM mais en importe beaucoup », *Le Monde*, 21 février 2018. [En ligne]

Document A : Extraits du programme de géographie, classe de seconde, B.O. n° 4 du 29 avril 2010, et de la fiche Eduscol.

Extraits du programme

Repères annuels de programmation	Démarches et contenus d'enseignement
Thème 2 Gérer les ressources terrestres Nourrir les hommes.	- Croissance des populations, croissance des productions. - Assurer la sécurité alimentaire. - Développer des agricultures durables ?

Extraits de la fiche Eduscol

L'intitulé du programme invite à aborder la question à partir de trois problématiques.

– **Croissance des populations, croissance des productions** ; cette problématique amène à se poser la question fondamentale : "**la Terre peut-elle nourrir 9 milliards d'hommes ?**". L'augmentation de la production agricole permet aujourd'hui à l'homme de disposer en moyenne de 2800 calories par jour alors que 2500 suffisent. Or, les inégalités d'accès à la nourriture sont flagrantes à toutes les échelles. Ce sont les pays du Sud, notamment ceux de l'Afrique subsaharienne, qui souffrent le plus de la sous-alimentation. Mais le Brésil, grand pays agricole et « ferme du monde », compte lui aussi des millions de sous-alimentés. La cause essentielle de la sous-alimentation est la pauvreté. Quant à la malnutrition, elle touche à la fois les pays pauvres et les pays riches, y compris sous la forme de l'obésité en progression plus rapide que la sous-alimentation. Comment faire face, dans ces conditions, à l'augmentation de la population, comment assurer la croissance des productions ?

– **Assurer la sécurité alimentaire aujourd'hui et demain** : il s'agit de fournir à tous une alimentation en quantité et qualité suffisantes ; pour cela, il est nécessaire de produire plus et de mieux répartir la production alimentaire entre les hommes. Les différents acteurs de l'agriculture (Etats, firmes multinationales, producteurs) n'ont pas les mêmes logiques face à cette nécessité. Les perspectives économiques et la croissance démographique expliquent une compétition sur les terres cultivables : des firmes internationales ou des Etats achètent des milliers d'hectares à l'étranger. Certaines politiques des Etats ont cherché à assurer la sécurité alimentaire (Chine, Inde), d'autres ont privilégié les cultures d'exportation (Brésil). Des politiques mixtes peuvent exister.

– **Développer des agricultures durables ?** L'enjeu est triple : produire plus, favoriser l'équité sociale (chez les producteurs et les consommateurs) tout en ne dégradant pas les deux ressources indispensables aux cultures : les sols et l'eau. Des propositions de solutions concernent les modes de production ou le commerce des denrées alimentaires : OGM, « révolution doublement verte », agriculture raisonnée, agriculture biologique, réorganisation des filières commerciales, modification des comportements alimentaires. Développer des agricultures durables suppose aussi de protéger les productions locales des effets de la croissance des échanges mondiaux de produits agricoles largement dominés par les pays riches. Il en est de même pour l'exploitation des ressources halieutiques.

Document D : Gilles Fumey « Penser la géographie de l'alimentation », *Bulletin de l'Association de Géographes Français*, 2007, 84-1, p. 35-44.

L'alimentation des hommes n'a jamais été un grand sujet pour les géographes. Ou plutôt les nourritures, les manières de manger car les produits agricoles, à la base de l'alimentation, ont été appréhendés par la géostatistique depuis près de cinquante ans. La faim dans le monde a, elle, été exploitée par le biais géopolitique (Brunel, 2002) donnant un sens particulier aux chiffres fournis par les organisations internationales tentées par le comparatisme. L'approche culturelle des questions alimentaires a surtout été le fait des travaux de J.-R. Pitte (2006) dans le sillage de ses recherches sur la châtaigneraie. Cela étant, les sciences humaines se sont beaucoup intéressées à l'alimentation depuis deux décennies et l'impact sur la géographie, l'appel même aux géographes, est intimement lié à ces recherches. Mauss (1967) a écrit sur l'alimentation qu'il appelle un « fait social global » qui a inspiré à Jean-Pierre Poulain (2002) le concept de système alimentaire, permettant de penser l'alimentation comme un ensemble de pratiques multiples et complexes. Des travaux [...] ont mis en évidence des faits alimentaires dans les inégalités géographiques de la santé en France. Tout semble aujourd'hui en place pour construire une géographie de l'alimentation qui tienne compte à la fois des filières de production en amont, des systèmes culinaires et des manières de manger.

L'alimentation oblige à penser la relation entre le social, autrement dit l'homme, et le biologique, ou ce qu'on appelle la « nature ». Le biologique serait le cadre dans lequel le mangeur construit son système alimentaire à partir d'une liberté qui est fondamentale pour l'être humain. C'est d'ailleurs le premier acte de liberté dont peut user l'enfant dès son plus jeune âge, tous les parents le savent... Cette liberté-là vient du statut d'omnivore, selon les anthropologues qui offre à l'homme une forte adaptabilité au sein de nombreux biotopes. Mais cette liberté se heurte à des contraintes biologiques qui sont la conséquence de notre incapacité à synthétiser certains nutriments (par exemple, les protéines qui doivent l'être avec certains acides aminés, la vitamine C qui n'est pas stockable et qui pousse à la diversification de l'alimentation). En même temps, cette liberté construit chez l'homme une peur du manque (à l'origine du travail, voire de la prévision) et une peur de l'empoisonnement (nécessitant un corpus de connaissances que Lévi-Strauss avait appelées le « modèle alimentaire »). C'est l'inachèvement de l'homme à la naissance, le fait qu'il soit modelé par des dispositifs socio-culturels, qui vont construire sa « personnalité alimentaire », socialiser son corps (expliquant ainsi qu'une culture sans lait donne une intolérance au lactose), donc une interaction entre le biologique et la socio-géographie. [...]

Ainsi, le système alimentaire comporte [...] de nombreuses dimensions géographiques. Mais cela implique que les géographes soient présents à tous les stades du système. Cela peut éviter des confusions fréquentes entre les géographies de la production souvent - et seulement - quantifiées, et les géographies des consommations impliquant une approche culturelle. [...] Les géographes peuvent travailler à la diffusion, non plus seulement des commodités, mais des goûts et des saveurs, sur les expressions multiculturelles de l'alimentation, recherches d'autant plus pressantes que le brassage des populations est important aujourd'hui et contribue à varier, voire brouiller, les systèmes culinaires.

Document E : Pierre Le Hir, « L'Europe cultive très peu d'OGM mais en importe beaucoup », *Le Monde*, 21 février 2018. [En ligne]

Si seul un maïs transgénique est autorisé à la culture, les plantes génétiquement modifiées sont majoritaires dans l'alimentation animale. Une seule plante génétiquement modifiée est aujourd'hui cultivée dans l'Union européenne : le maïs MON 810 du semencier américain Monsanto. Sa culture est exclusivement le fait de l'Espagne (124 227 hectares en 2017) et, à un beaucoup plus faible niveau, du Portugal (6 344 hectares). Ces deux pays ont réduit de respectivement 3,8 % et 10,3 % leurs surfaces mises en culture par rapport à 2016. Deux autres Etats, la Slovaquie et la République tchèque, qui faisaient pousser ce maïs de façon marginale (112 et 75 hectares en 2016), ont arrêté leur production en 2017. L'Europe reste donc un continent stérile pour les plantes transgéniques. Une nouvelle législation communautaire, entrée en vigueur en 2015, permet aux Etats membres de s'opposer à la culture sur leur sol d'OGM autorisés par Bruxelles, pour des motifs de politique agricole, d'aménagement du territoire ou d'impacts socio-économiques, et non plus seulement, comme par le passé, pour des raisons environnementales et sanitaires. Dix-sept pays, dont la France, les ont bannis, ainsi que quatre régions ou entités (Ecosse, pays de Galles, Irlande du Nord et Wallonie).

À titre de comparaison, dans le monde, les OGM ont été cultivés sur 185,1 millions d'hectares en 2016 (+ 3 % par rapport à 2015) par 26 pays, principalement les Etats-Unis (72,9 millions d'hectares), le Brésil (49,1), l'Argentine (23,8), le Canada (11,6) et l'Inde (10,8). Les cultures dominantes sont le soja, le maïs, le coton et le colza.

LES FAILLES DE L'ÉTIQUETAGE OBLIGATOIRE

À défaut d'être cultivés, de nombreux OGM sont cependant importés sur le Vieux Continent, et de façon massive. En 2017, une soixantaine y étaient commercialisés, majoritairement pour l'alimentation animale (tourteaux de soja), mais aussi pour l'industrie textile (coton), les biocarburants (colza, maïs) et, dans une faible proportion, l'alimentation humaine. Selon la Commission de Bruxelles, plus de 30 millions de tonnes de soja transgénique ont été importées en Europe sur la période 2013-2015 (soit 85 % du total du soja importé), ainsi que de 0,5 à 3 millions de tonnes de maïs et près de 0,5 million de tonnes de colza transgénique.

En trouvons-nous alors dans nos assiettes ? Oui, répond l'association de veille citoyenne inf'OGM. Ils sont présents dans un petit nombre de denrées, telles que les pâtes à tartiner ou des produits transformés contenant de l'huile, de la farine, du sirop ou de l'amidon provenant de soja, de colza ou de maïs transgéniques. Ces aliments sont soumis à une obligation d'étiquetage dès lors qu'ils incorporent plus de 0,9 % d'OGM. Ce qui incite les industriels à écarter ces ingrédients de leurs gammes, pour ne pas effaroucher les consommateurs.

Echappent à cette obligation non seulement les denrées contenant des OGM obtenus par d'autres techniques de modification du génome que la transgénèse, mais aussi les produits alimentaires issus d'animaux nourris avec des OGM – viande, lait, poisson, œufs ou fromages. Que nous ingérons donc indirectement.